

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDÉS
30 JUIN 2025

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2025

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

**RAPPORT
FINANCIER****ACTIVITE ET RESULTATS
DU 1^{ER} SEMESTRE 2025****UNE FORTE DYNAMIQUE DE CROISSANCE
ET DES FONDAMENTAUX SOLIDES**

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 23 septembre 2025, sous la présidence de Monsieur Khalid Safir, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2025.

Le 1^{er} semestre 2025 a été marqué par des réalisations financières et commerciales notables, en phase avec les nouvelles orientations stratégiques de la banque. Les activités de marché, de gestion et de dépositaire ont mis à profit le contexte marché favorable, tandis que les lignes de métier du conseil et du financement ont notamment accompagné avec succès des opérateurs publics et privés contribuant au développement des infrastructures du Royaume.

En consolidé, le **PNB** atteint **MAD 497 millions** contre **MAD 177 millions** année auparavant, reflétant d'une part, la bonne performance de l'ensemble des lignes métiers de la banque (+MAD 134 millions) et des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse (+MAD 39 millions), et d'autre part, l'effet périmètre (+MAD 147 millions) lié à l'intégration d'Ajarinvest au périmètre de consolidation à partir d'octobre 2024.

Les charges générales d'exploitation, dotations aux amortissements comprises, se sont élevées à MAD 162.5 millions contre MAD 121.6 millions au S1-2024, reflétant une bonne maîtrise par rapport à la croissance et aux objectifs budgétaires.

Dans ce contexte, le résultat net part du groupe (RNPG) s'établit à MAD 175.2 millions contre MAD 33.6 millions à fin juin 2024.

En social, les comptes à fin juin 2025 font apparaître un PNB en croissance de 92.5% à MAD 284.3 millions, et un résultat net de MAD 125.2 millions contre MAD 58.5 millions en 2024.

Sur base sociale, les fonds propres prudentiels de la banque se renforcent de 53% à MAD 2.6 milliards, tandis que les ratios CET 1 et solvabilité atteignent respectivement **12,6%** et **24%**. Pour sa part, le **ratio de liquidité à court terme** (LCR) s'établit à 137% à fin juin 2025.

COMMUNICATION FINANCIÈRE

 +212 537 665 252 (LG) –  +212 537 665 200
 Email : comfin@cdgcapital.ma –  www.cdgcapital.ma

ÉVÉNEMENT SIGNIFICATIF AVEC EFFET SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Pour les besoins de comparabilité des données, nous présentons ci-après le chiffre pro forma au 30 Juin 2025 pour les principaux indicateurs consolidés (en milliers de dirhams) :

Indicateurs	Chiffres pro forma 30-Juin-2025*	Effet d'intégration (AJARINVEST)	Chiffres 30-juin-2025
Produit net bancaire	350 362	146 887	497 248
Résultat brut d'exploitation	208 061	126 680	334 741
Résultat net consolidé	140 333	77 544	217 877
Résultat net part du groupe	140 333	34 894	175 227
Total bilan	19 053 223	914 885	19 968 108

*Chiffres pro forma hors inclusion en périmètre de consolidation d'AJARINVEST 30-Juin-2025

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2025 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin juin 2025, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2025		31/12/2024		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
AJARINVEST	45%	45%	45%	45%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné. Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

COMPOSANTS	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale. Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF			
ACTIF	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	678 668	792 168
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	10 326 935	10 245 642
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		8 791 445	8 873 232
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 535 491	1 372 410
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 487 568	2 404 671
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 451 195	2 368 297
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		36 374	36 374
Titres au coût amorti	5.1.4	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	1 443 080	1 377 912
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	2 969 402	1 804 744
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		79 649	8 111
Actifs d'impôt différé		-	5 075
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 066 095	1 044 801
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immuebles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	137 364	141 951
Immobilisations incorporelles	5.1.9	98 014	98 809
Ecarts d'acquisition	5.1.10	678 823	453 830
TOTAL ACTIF		19 965 598	18 377 714

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	585	-	437	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	678 084	-	791 731	-
Total	678 668	-	792 168	-

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2025				31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	8 791 445	-	8 791 445	-	8 873 232	-	8 873 232
Bons du Trésor	-	7 802 358	-	7 802 358	-	7 848 494	-	7 848 494
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	752 953	-	752 953	-	824 704	-	824 704
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	236 134	-	236 134	-	200 034	-	200 034
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	1 436 042	89 986	9 463	1 535 491	1 370 347	-	2 063	1 372 410
Total	1 436 042	8 881 431	9 463	10 326 935	1 370 347	8 873 232	2 063	10 245 642

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2025				31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*								
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	-	2 451 195	-	2 451 195	-	2 368 297	-	2 368 297
Bons du Trésor	-	1 324 967	-	1 324 967	-	1 663 679	-	1 663 679
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 126 227	-	1 126 227	-	704 618	-	704 618
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	-	36 374	36 374	-	-	36 374	36 374
Total	-	2 451 195	36 374	2 487 568	-	2 368 297	36 374	2 404 671

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	30/06/2025				31/12/2024			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9								
Encours bruts	2 463 039	-	-	2 463 039	2 378 846	-	-	2 378 846
Dépréciations	11 845	-	-	11 845	10 549	-	-	10 549
Net	2 451 195	-	-	2 451 195	2 368 297	-	-	2 368 297

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

	30/06/2025		31/12/2024	
Effets publics et valeurs assimilées		-		-
Obligations et autres titres à revenu fixe		30 200		30 200
Total		30 200		30 200
Dépréciations		30 200		30 200
Net		-		-

	30/06/2025				31/12/2024			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9								
Encours bruts	-	-	30 200	30 200	-	-	30 200	30 200
Dépréciations	-	-	30 200	30 200	-	-	30 200	30 200
Net	-	-	-	-	-	-	-	-

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	30/06/2025		31/12/2024	
A vue		344 833		187 269
Comptes ordinaires		344 833		187 269
Prêts et comptes au jour le jour		-		-
Valeurs reçues en pension au jour le jour		-		-
A terme		1 110 331		1 202 959
Prêts et comptes à terme		1 098 333		1 191 667
Prêts subordonnés et participants		-		-
Valeurs reçues en pension à terme		-		-
Créances rattachées		11 998		11 293
Encours bruts		1 455 164		1 390 228
Dépréciations		12 085		12 316
Encours nets		1 443 080		1 377 912

	30/06/2025				31/12/2024			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	1 455 164	-	-	1 455 164	1 390 228	-	-	1 390 228
Dépréciations	12 085	-	-	12 085	12 316	-	-	12 316
Net	1 443 080	-	-	1 443 080	1 377 912	-	-	1 377 912

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2025	31/12/2024
Crédits de trésorerie	250 768	849 019	249 880	878	1 350 545	546 794
- Comptes à vue débiteurs	768	354 019	967	878	356 632	252 575
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	250 000	495 000	248 912	-	993 913	294 219
Crédits à la consommation	-	-	-	1 655	1 655	2 338
Crédits à l'équipement	632 000	-	574 534	-	1 206 534	1 263 467
Crédits immobiliers	-	-	-	73	73	130
Intérêts courus à recevoir	11 146	2 208	1 770	85	15 209	11 260
Valeurs reçues en pension	-	400 073	-	-	400 073	-
Créances acquises par affecturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	272	2 499	6 166	8 937	7 368
Encours bruts	893 914	1 251 572	828 683	8 857	2 983 026	1 831 357
Dépréciations	17	1 400	6 051	6 156	13 624	26 613
Encours nets	893 897	1 250 172	822 633	2 701	2 969 402	1 804 744

	30/06/2025				31/12/2024			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	2 976 598	-	6 428	2 983 026	1 824 480	-	6 877	1 831 357
Dépréciations	7 468	-	6 156	13 624	20 008	-	6 605	26 613
Net	2 969 130	-	272	2 969 402	1 804 473	-	272	1 804 744

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/2025		31/12/2024	
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		2 313		2 245
Créances fiscales		169 250		197 138
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance		82 999		79 229
Débiteurs divers		811 533		764 694
Comptes de liaison		-		1 495
Total		1 066 095		1 044 801

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2024	Autres variations	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 30/06/2025
Terrains et constructions	46 047	-	299	-	46 346
Matériel, outillage et transport	3 879	-	7	855	3 031
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	65 111	-	1 540	-	66 651
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
En-cours	71 908	-	-	-	71 908
Droits d'utilisation	93 843	-	-	-	93 843
Total	280 788	-	1 846	855	281 779

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2024	Autres variations	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 30/06/2025
Terrains et constructions	31 082	-	1 278	-	32 360
Matériel, outillage et transport	3 369	-	130	855	2 644
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	56 372	-	1 686	-	58 058
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation	48 015	-	3 339	-	51 354
Total	138 838	-	6 433	855	144 415

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2024	Valeurs nettes au 30/06/2025
Terrains et constructions	14 965	13 986
Matériel, outillage et transport	510	387
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	8 739	8 593
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	71 908	71 908
Droits d'utilisation	45 829	42 490
Total valeurs nettes	141 951	137 364

Droits d'utilisation	31/12/2024	30/06/2025
Immobilier		
Valeurs brutes	93 843	91 246
Amortissements et dépréciations	48 015	51 094
Valeurs nettes	45 829	40 152
Mobilier		
Valeurs brutes	-	2 597
Amortissements et dépréciations	-	260
Valeur nettes	-	2 338
Total valeurs nettes	45 829	42 490

5.1.9. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes au 31/12/2024	Autres variations	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 30/06/2025
Valeurs brutes	261 074	5 486	-	-	266 559
Amortissements	162 265	-	-	6 281	168 545
Valeurs nettes	98 809	5 486	-	6 281	98 014

5.1.10. Ecarts d'acquisition

	31/12/2024	Augmentations [acquisition]	Diminutions [cession]	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2025
Valeur brute	453 830	224 993	-	-	-	678 823
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
AJARINVEST	355 604	224 993	-	-	-	580 597
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Bourse	-	-	-	-	-	-
AJARINVEST	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	453 830	224 993	-	-	-	678 823

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	180 641	104 682
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		180 641	104 682
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	4 535 897	7 387 915
Dettes envers la clientèle	5.2.3	6 026 894	2 500 396
Titres de créance émis	5.2.4	2 639 748	3 798 541
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		97 861	97 123
Passifs d'impôt différé		23 759	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 945 117	1 935 868
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	12 403	11 355
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	1 157 517	612 802
Capitaux propres		2 345 761	1 929 031
Capital et réserves liées		1 860 000	1 435 000
Réserves consolidées		262 243	204 252
Part du groupe		261 650	203 681
Part des minoritaires		593	571
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		5 642	(1 806)
Part du groupe		5 642	(1 806)
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		217 877	291 585
Part du groupe		175 227	159 814
Part des minoritaires		42 650	131 772
TOTAL PASSIF		19 965 598	18 377 714

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2025				31/12/2024			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	180 641	-	180 641	-	104 682	-	104 682
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	180 641	-	180 641	-	104 682	-	104 682

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	-	42 871	160 668	-	-	203 539	201 446
Valeurs données en pension	2 442 283	-	-	-	-	2 442 283	6 592 690
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-	-
- à terme	2 442 283	-	-	-	-	2 442 283	4 976 695
Emprunts de trésorerie	-	342 320	1 500 000	-	-	1 842 320	542 076
- au jour le jour	-	300 000	1 500 000	-	-	1 800 000	500 000
- à terme	-	42 320	-	-	-	42 320	42 076
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	763	38	94	-	-	895	1 671
Autres dettes	-	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	-	46 860	-	-	-	46 860	50 033
Total	2 443 046	432 089	1 660 762	-	-	4 535 897	7 387 915
Variation des dettes locatives		31/12/2024	Augmentations	Diminutions		30/06/2025	
Dettes locatives		90 791	-	-		90 791	
Amortissements		40 758	3 173	-		43 931	
Valeurs nettes		50 033	(3 173)	-		46 860	

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	12 455	3 356 769	692 463	82 393	4 144 080	1 242 701
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	844 788	-	2 000	846 788	1 134 782
Valeurs données en pension	-	840 030	-	-	840 030	-
Autres comptes créditeurs	67 224	94 521	23 938	-	185 683	109 707
Intérêts courus à payer	-	10 294	-	19	10 312	13 206
Total	79 679	5 146 402	716 401	84 412	6 026 894	2 500 396

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	30/06/2025
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	3 798 541	1 312 171	2 470 964	2 639 748
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	612 802	552 630	7 915	1 157 518
à durée déterminée	512 775	550 196	7 915	1 055 057
à durée indéterminée	100 027	2 433	-	102 460
Total	4 411 343	1 864 801	2 478 878	3 797 265

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2025	31/12/2024
Opération diverses sur titres	1 726 615	806 757
Sommes dues à l'Etat	11 198	118 307
Clients avances et acomptes	-	-
Charges à payer	27 156	43 295
Dividendes à payer	75 338	-
Autres passifs	1 104 809	967 509
Total	2 945 117	1 935 868

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	30/06/2025
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	11 355	1 047	-	12 403
Total	11 355	1 047	-	12 403

Ventilation des provisions	31/12/2024	30/06/2025
Court terme	11 355	12 403
Long terme	-	-
Total	11 355	12 403

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	30/06/2025	30/06/2024
+ Intérêts, rémunération et produits assimilés	6.1	120 084	113 454
- Intérêts, rémunération et charges assimilées	6.1	(159 049)	(175 971)
MARGE D'INTERET		(38 965)	(62 517)
+ Commissions [produits]	6.2	117 452	75 864
- Commissions (charges)	6.2	(5 280)	(4 213)
MARGE SUR COMMISSIONS		112 172	71 651
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	167 404	116 623
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		139 580	119 466
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		27 824	(2 843)
+/- Gains ou pertes nets des instruments financier à la juste valeur par capitaux propres	6.4	23 539	(777)
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		23 539	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la JVOCI en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance		-	-
+ Produits des autres activités	6.5	242 947	58 734
- Charges des autres activités	6.5	(9 849)	(7 144)
PRODUIT NET BANCAIRE		497 248	176 570
- Charges générales d'exploitation	6.6	(149 794)	(106 098)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(12 713)	(15 504)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		334 741	54 968
Coût du risque	6.7	11 231	(4 918)
RESULTAT D'EXPLOITATION		345 972	50 049
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		388	58
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		346 360	50 108
- Impôt sur les résultats	6.8	(128 483)	(16 471)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RESULTAT NET		217 877	33 637
Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)		42 650	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		175 227	33 637
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	9,42	3,62
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	9,42	3,62

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2025	30/06/2024
RESULTAT NET		217 877	33 637
Éléments recyclables en résultat net :		9 143	8 639
Ecart de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		9 143	8 639
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprise mises en équivalence		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
Éléments non recyclables en résultat net :		(1 695)	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		(1 695)	-
Impôts liés		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		7 448	8 639
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		225 324	42 276
Dont Part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)		182 082	42 276
Dont Part des minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		43 243	-

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/2025	30/06/2024
Sur opérations avec les établissements de crédits	22 703	16 359
Sur opérations avec la clientèle	42 813	42 538
Intérêts courus et échus sur titres	53 328	53 637
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 240	919
Produits d'intérêt	120 084	113 454
Sur opérations avec les établissements de crédits	35 600	42 900
Sur opérations avec la clientèle	43 452	74 050
Sur dettes représentées par titres	67 765	47 062
Sur dettes subordonnées	11 310	11 013
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	922	947
Charges d'intérêt	159 049	175 971

6.2. Commissions

	30/06/2025			30/06/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	85 526	4 514	81 012	65 083	3 529	61 554
Prestations et services pour conseils financiers	30 750	-	30 750	9 849	-	9 849
Autres	1 176	766	410	932	684	247
Produits et charges nets des commissions	117 452	5 280	112 172	75 864	4 213	71 651

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2025	30/06/2024
Dividendes reçus	-	138
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	166 421	169 085
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	41 357	5 887
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(40 374)	(58 487)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	167 404	116 623

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2025	30/06/2024
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	23 539	(777)
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	23 539	(777)

6.5. Résultat des autres activités

	30/06/2025	30/06/2024
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	233 098	51 590
Produits et charges nets des autres activités	233 098	51 590

6.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/2025	30/06/2024
Charges de personnel	94 262	59 109
Impôts et taxes	2 096	1 985
Services extérieurs et autres charges	53 436	45 004
Charges générales d'exploitation	149 794	106 098

6.7. Coût du risque

	30/06/2025	30/06/2024
Dotations aux provisions	1 540	8 776
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	4 539
Provisions pour dépréciation des titres	1 296	-
Provisions pour risques	244	4 237
Reprises sur provisions	12 770	3 858
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	12 770	-
Provisions pour dépréciation des titres	-	3 856
Provisions pour risques	-	2
Variation des provisions	(11 231)	4 918
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	(11 231)	4 918

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/2025	30/06/2024
Charge d'impôts courants	103 628	14 348
Charge d'impôts différés	24 855	2 122
Charge d'impôts de la période	128 483	16 471

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/2025	30/06/2024
Résultat Net Part du Groupe	175 227	33 637
Nombre d'actions ordinaires émises	18 600 000	10 300 000
Résultat par action en dirhams	9,42	3,27

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2025	31/12/2024
Engagements de financements et de garantie donnés	3 867 787	3 101 157
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	102 596	101 488
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	102 596	101 488
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 074 966	715 198
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	404 563	200 194
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	670 403	515 003
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 690 224	2 284 472
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 690 224	2 284 472
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 341 438	1 341 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
- Garanties de crédits	609 438	609 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
- Garanties de crédits	232 000	232 000
- Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2023	930 000	-	-	282 653	1 749	(19 140)	1 195 262	-	1 195 262
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(7 404)	-	743	(6 661)	-	(6 661)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2024	930 000	-	-	275 249	1 749	(18 398)	1 188 601	-	1 188 601
Opérations sur capital	505 000	-	-	-	-	-	505 000	-	505 000
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(32 550)	-	-	(32 550)	-	(32 550)
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2024	-	-	-	159 814	-	-	159 814	131 772	291 585
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	15 345	(502)	14 843	-	14 843
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	15 345	(502)	14 843	-	14 843
Variation de périmètre	-	-	-	(39 018)	-	-	(39 018)	571	(38 448)
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2024	1 435 000	-	-	363 495	17 094	(18 899)	1 796 689	132 342	1 929 032
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(24 589)	-	(1 695)	(26 284)	(131 750)	(158 034)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2025	1 435 000	-	-	338 906	17 094	(20 594)	1 770 405	593	1 770 998
Opérations sur capital	425 000	-	-	-	-	-	425 000	-	425 000
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(77 256)	-	-	(77 256)	-	(77 256)
Résultat de l'exercice au 30 juin 2025	-	-	-	175 227	-	-	175 227	42 650	217 877
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	9 143	-	9 143	-	9 143
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	9 143	-	9 143	-	9 143
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 30 juin 2025	1 860 000	-	-	436 876	26 236	(20 594)	2 302 518	43 243	2 345 761

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRESORERIE	30/06/2025	31/12/2024
1 Résultat avant impôts (A)	346 360	297 140
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	12 713	29 167
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	1 296	(10 269)
5 +/- Dotations nettes aux provisions	(12 508)	18 961
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	-	9 330
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	1 501	47 189
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(2 913 781)	816 289
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	2 374 829	(954 600)
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 247 025)	131 734
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	635 179	(793 988)
15 - Impôts versés	(192 812)	(97 230)
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	(1 343 610)	(897 796)
17 FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	(995 749)	(553 467)
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(7 332)	(100 713)
21 FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(7 332)	(100 713)
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	500 338	537 550
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	544 715	(3)
24 FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	1 045 053	537 547
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	41 972	(116 633)
COMPOSITION DE LA TRESORERIE	30/06/2025	31/12/2024
27 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	777 991	894 623
28 Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	792 168	720 754
29 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(14 177)	173 869
30 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	819 963	777 991
31 Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	678 668	792 168
32 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	141 294	(14 177)
33 VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	41 972	(116 632)

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	30/06/2025	30/06/2024
Résultat net de l'ensemble consolidé	175 227	33 637
Impôts exigibles (IS)	103 628	14 348
Impôts différés	24 855	2 122
Total charge fiscale consolidée IFRS	128 483	16 471
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	303 710	50 108
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	42%	33%
Montant de différences de taux mère/filiale	11 152	3 557
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	139 636	20 028
Taux d'impôt légal au Maroc	39,25%	38,50%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2024	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2025
Impôts différés actifs	5 075	-	(5 075)	-
Impôts différés passifs	-	24 855	(1 095)	23 759
Impôts différés actifs / passifs	5 075	(24 855)	(3 980)	(23 760)

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d’investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2021 à 2024 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l’impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l’impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l’objet de contrôle par l’administration et de rappels éventuels d’impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l’objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l’ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d’Administration et une multitude d’instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu’une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L’évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l’évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d’un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l’opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d’Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l’ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d’examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l’entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d’Administration de CDG Capital qui a pour rôle d’examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d’octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d’engagement comme étant le point de départ de l’analyse des demandes d’engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l’avis critique de l’entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d’engagement sont insérés au niveau d’une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d’exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d’échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d’octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l’emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l’appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l’ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu’elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d’octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d’aide à l’évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l’immobilier professionnel (en cours de refonte).

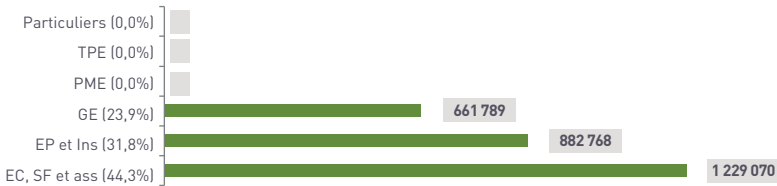
L’exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d’un évènement d’alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction des Risques Financiers et Engagements (DRFE) a mis en place un dispositif de gestion et d’évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

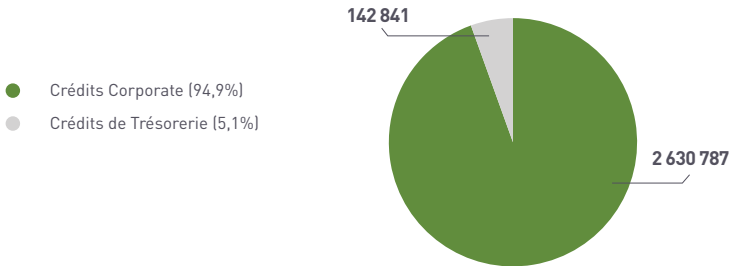
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l’occasion d’opérations de marché, d’investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l’évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin Juin 2025 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d’engagement : les crédits corporate et les crédits court terme



Répartition des engagements «activité de crédit» au 30/06/2025

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l’exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d’intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d’activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d’une même activité ou d’un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l’entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l’ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d’un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d’exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l’impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d’un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d’analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d’intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d’un instrument financier du fait de l’évolution des taux d’intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d’un instrument financier du fait de l’évolution du cours d’une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d’actions ainsi que des indices sur actions ;

• **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d’un instrument financier du fait de l’évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d’émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s’ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l’évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L’exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d’indicateurs qui font l’objet d’un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien. L’élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d’un véritable outil de pilotage et d’aide à la décision qui couvre l’essentiel des activités de marché.

L’évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d’indicateurs de mesure formalisé dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l’objet d’un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l’obtention d’une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l’impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l’évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l’adéquation de ces derniers compte tenu de l’exposition de la banque aux risques de marché.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l’ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s’inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l’autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d’intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d’intérêt.

Le suivi du risque de taux d’intérêt s’appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d’intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d’intérêt ;
- l’interprétation des gaps mesurés par tranches d’échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d’intermédiation aux différents scénarios d’évolution des taux ;
- le comportement de la marge d’intérêt suite à des scénarios de stress.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s’acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L’approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l’adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s’assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2025, le LCR à fin juin s’est établi à 137 %.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l’occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l’examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l’analyse de l’évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

Dans le cadre du renforcement de la résilience opérationnelle, et plus particulièrement durant le premier semestre 2025, qui a coïncidé avec la période stratégique du déménagement de la banque vers son nouveau siège, la gestion des risques opérationnels a été placée au cœur du dispositif de pilotage. L’objectif était d’assurer, d’une part, la maîtrise des risques liés aux opérations de transition logistique et technique, et d’autre part, de garantir une continuité de service conforme aux standards

réglementaires et aux attentes des parties prenantes (clients, régulateurs et partenaires institutionnels).

Ce semestre a également été marqué par la mise en production de plusieurs systèmes d’information critiques, directement liés aux activités centrales de la banque (notamment le traitement des opérations de marché, la gestion des paiements, ainsi que les systèmes de reporting réglementaire et comptable). Cette phase de transformation a nécessité la mise en place d’un dispositif renforcé de suivi et de surveillance afin de :

- Identifier et anticiper les impacts potentiels et les effets de bord liés aux changements technologiques.
- Assurer une coordination étroite entre les équipes métiers, IT et risques opérationnels.

Nous avons aussi entamé pendant cette période la mise à jour de certaines cartographie des risques (Activité de marché et activité bancaire) et aussi la mise place de nouvelle cartographie des risques concernant des activités non couvertes (Financement et OPC).

Sécurité de l’information

L’information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d’une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l’information.

CDG Capital dispose d’un Système d’Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l’activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l’ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s’approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d’acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITE DE L'ACTIVITE (PCA)

Dans le cadre du maintien en conditions opérationnelles du Plan de Continuité d’Activité (PCA) de CDG Capital, et en phase avec le projet "Résilience Opérationnelle Groupe", deux tests PCA ont été organisés au cours de ce semestre. L’objectif de ces tests était de vérifier la capacité de l’organisation à maintenir ses fonctions essentielles en cas de situations de crise.

Un plan d’action a été élaboré pour améliorer les équipements et pour la mise à niveau des infrastructures de marché. Ce plan inclut l’installation des équipements nécessaires (32 postes opérationnels), la mise à jour des systèmes, la régularisation des licences, ainsi que la prise en compte des etokens pour des infrastructures de marchés. Des tests à blanc ont été réalisés par les équipes SI, en collaboration avec les Key Users, pour valider ces ajustements techniques.

Étant donné l’importance pour la banque de son système d’information et des données qu’il véhicule, et l’augmentation continue de la menace Cybercriminelle, les risques liés aux technologies de l’information et de la communication (TIC) et à la sécurité sont majeurs pour CDG Capital. Leur encadrement, intégré dans le dispositif général de gestion des risques opérationnels en collaboration avec les équipes de sécurités informatiques, à travers la mise en place d’un bilan d’impact des sinistres sur les systèmes de la banque et de proposer un schémas de gestion de crise concernant le risque de cyberattaque.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d’évaluation de l’adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l’application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l’anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d’optimisation et d’allocation des fonds propres vise :

- L’analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l’appréciation de la performance d’une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L’affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2025, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 56,35% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 58,76% sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des dettes subordonnées, des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

A fin juin 2025, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **2 564 Mdhs**, contre **2 593 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

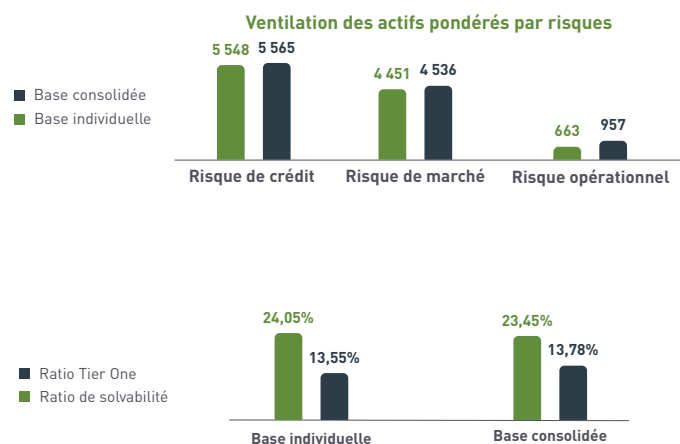
Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin juin 2025, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :

Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin Juin 2025 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une tracabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.



Fidarc
Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2025**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire consolidée de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 2 345 761 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 217 877 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital établis au 30 juin 2025, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 septembre 2025

Les Commissaires aux Comptes

FIDARC GRANT THORNTON
FIDARC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd Driss Slaoui - Casablanca
(+ 0522 54 48 00 - Fax 05 22 29 66 10

Rachid BOUMEHRAZ
Associé

Coopers Audit Maroc S.A
Coopers Audit Maroc S.A
Siège Social : 83, Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 00 - Fax 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdqcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

ACTIF	30/06/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	678 649	792 164
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 216 908	1 267 754
A vue	106 577	64 794
A terme	1 110 331	1 202 959
Créances sur la clientèle	2 976 420	1 824 283
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	860 720	549 297
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 216 489	1 274 562
Crédits et financements participatifs immobiliers	73	130
Autres crédits et financements participatifs	899 138	294
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	12 280 141	12 271 995
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 135 957	9 522 507
Autres titres de créance	1 928 980	1 496 857
Titres de propriété	1 215 204	1 252 630
Certificats de Sukuk		
Autres actifs	719 758	619 829
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	882 210	649 785
Participation dans les entreprises liées	824 490	599 497
Autres titres de participation et emplois assimilés	57 720	50 287
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	94 030	94 303
Immobilisations corporelles	83 834	84 429
TOTAL ACTIF	18 931 950	17 604 541

BILAN

PASSIF	30/06/2025	31/12/2024
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 489 037	7 338 439
A vue	2 003 651	2 318 157
A terme	2 485 386	5 020 282
Dépôts de la clientèle	6 102 059	2 533 960
Comptes à vue créditeurs	5 059 329	1 276 266
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	857 047	1 147 988
Autres comptes créditeurs	185 683	109 706
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	2 639 748	3 798 541
Titres de créance négociables émis	2 639 748	3 798 541
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 263 044	1 516 289
Provisions pour risques et charges	92 545	91 435
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	1 157 517	612 802
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	176 380	172 518
Capital	1 860 000	1 435 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	26 358	28 303
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	125 260	77 256
TOTAL PASSIF	18 931 950	17 604 541

HORS BILAN

	30/06/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES	4 543 131	6 236 574
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	102 596	101 488
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 076 573	716 041
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 694 617	2 287 628
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	669 344	3 131 417
ENGAGEMENTS RECUS	1 383 618	2 969 083
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	42 180	1 627 645
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

[EN milliers de DHS]	30/06/2025	30/06/2024
+ Intérêts et produits assimilés	112 888	107 481
- Intérêts et charges assimilées	152 441	170 252
MARGE D'INTERET	(39 553)	(62 771)
(+/-) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
(+/-) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
Résultat des opérations d'Ijara		
+ Commissions perçues	117 452	75 864
- Commissions servies	4 967	5 283
MARGE SUR COMMISSIONS	112 485	70 581
+/- Résultat des opérations sur titres de transaction	139 580	119 466
+/- Résultat des opérations sur titres de placement	43 394	25 400
+/- Résultat des opérations de change	665	20 143
+/- Résultat des opérations sur produits dérivés	(40 806)	(57 553)
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	142 833	107 456
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	72 379	34 810
- Diverses autres charges bancaires	3 805	2 355
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	284 339	147 721
+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières	33	49
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	160	2 251
- Autres charges d'exploitation non bancaire	111	51
- Charges générales d'exploitation	119 266	102 551
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	145 155	47 419
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		(661)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	1 110	(16 185)
RESULTAT COURANT	164 045	64 265
RESULTAT NON COURANT		(482)
- Impôts sur les résultats	38 785	5 302
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	125 260	58 481

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	30/06/2025	30/06/2024
(+/-) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	125 260	58 481
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 869	11 017
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	126	367
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	5 513	7 985
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(4 561)	(24 586)
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(163)	
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	134 043	53 263
31 (-) Bénéfices distribués	75 337	32 550
(+/-) AUTOFINANCEMENT	58 706	20 713

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30/06/2025	30/06/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 173 014	652 632
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	22 703	16 359
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	42 813	42 538
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	47 372	48 584
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	72 379	34 808
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	117 452	75 864
Autres produits bancaires	870 295	434 478
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	888 675	504 911
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	35 870	43 181
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	43 452	74 050
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	73 119	53 021
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	736 234	334 659
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	284 339	147 721
Produits d'exploitation non bancaire	160	2 251
Charges d'exploitation non bancaire	111	51
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	119 266	102 551
Charges de personnel	63 677	45 746
Impôts et taxes	1 471	1 425
Charges externes	35 585	37 883
Autres charges générales d'exploitation	10 665	6 481
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 869	11 017
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	5 638	8 352
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	5 638	8 352
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 561	25 247
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		661
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	4 561	24 586
RESULTAT COURANT	164 045	64 265
Produits non courants		
Charges non courantes		482
RESULTAT AVANT IMPOTS	164 045	63 783
Impôts sur les résultats	38 785	5 302
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	125 260	58 481

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2025	31/12/2024
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 100 635	1 179 225
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus		5 751
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	877 367	818 069
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	111	9 962
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	111 398	220 338
7 (-) Impôts sur les résultats versés	38 785	36 189
I- Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	72 975	100 417
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	50 846	(575 065)
9 (+) Créances sur la clientèle	(1 152 136)	286 926
10 (+) Titres de transaction et de placement	(8 146)	(1 511 624)
11 (+) Autres actifs	(99 929)	157 377
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(2 849 402)	1 418 877
14 (+) Dépôts de la clientèle	3 568 099	(1 223 797)
15 (+) Titres de créance émis	(1 158 793)	1 648 819
16 (+) Autres passifs	746 756	(221 060)
II- Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	(902 705)	(19 546)
III- FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	(829 731)	80 871
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	163	
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	232 393	401 467
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	7 000	93 757
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	72 379	35 220
IV- FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(166 851)	(460 004)
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées	544 715	
25 (+) Emission d'actions	425 000	505 000
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		3
27 (-) Intérêts versés	11 310	21 898
28 (-) Dividendes versés	75 337	32 550
V- FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	883 068	450 549
VI- VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	(113 515)	71 416
VII- TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	792 164	720 748
VIII- TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	678 649	792 164

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES		
Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :		

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette,actif net réévalué,discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.	Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.	
Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.	

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CREANCES EMIS
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.	- Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. - Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : - La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; - Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.
Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.	

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : - Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) - Éliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ;	Au 30/06/2025, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD (65) millions, et s'est traduite par un impact négatif sur le résultat net de MAD 19,9 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	678 649	20 388	10 353	75 349	784 739	856 026
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		733 333	365 000		1 098 333	1 191 667
AUTRES CREANCES						932
INTERETS COURUS A RECEVOIR		10 940	1 544		12 484	11 293
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	678 649	764 661	376 898	75 349	1 895 557	2 059 917

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé	Autre clientèle	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
CREDITS DE TRESORERIE	250 768	849 019	249 880	878	1 350 545	546 794
- Comptes à vue débiteurs	768	354 019	967	878	356 632	252 575
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie	250 000	495 000	248 912		993 913	294 219
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 655	1 655	2 338
CREDITS A L'EQUIPEMENT	632 000		574 534		1 206 534	1 263 467
CREDITS IMMOBILIERS				73	73	130
AUTRES CREDITS		400 073	2 331		402 404	294
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR	11 146	2 208	1 770	85	15 209	11 260
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	893 914	1 251 300	828 515	2 691	2 976 420	1 824 283

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
			financiers	non financiers	
TITRES COTES	10 204		44	23 938	34 186
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES					
OBLIGATIONS					
AUTRES TITRES DE CREANCE					
CERTIFICATS DE SUKUK					
TITRES DE PROPRIETE	10 204		44	23 938	34 186
TITRES NON COTES	991 112	9 455 333	1 719 538	41 461	12 207 445
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		9 109 134			9 491 549
OBLIGATIONS	179 966	346 199	538 521	41 461	1 106 148
AUTRES TITRES DE CREANCE	811 146				811 146
CERTIFICATS DE SUKUK					
TITRES DE PROPRIETE			1 181 018		1 181 018
TOTAL	1 001 316	9 455 333	1 719 583	65 400	12 241 631

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	8 555 311	8 555 311	8 555 311			
OBLIGATIONS	7 802 358	7 802 358	7 802 358			
AUTRES TITRES DE CREANCE	269 234	269 234	269 234			
CERTIFICATS DE SUKUK	483 720	483 720	483 720			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	3 717 488	3 850 221	2 491 571	133 708	969	30 200
OBLIGATIONS	1 306 776	1 351 790	1 284 400	45 014		
AUTRES TITRES DE CREANCE	867 147	888 894	879 571	21 781	34	30 200
TITRES DE PROPRIETE	327 618	331 237	327 600	3 811	192	
	1 215 947	1 278 300		63 102	743	
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	719 758	619 829
Sommes dues par l'Etat	177 780	191 347
Débiteurs divers	277 227	183 908
Produit à recevoir	81 998	77 236
Charges constatées d'avance	1 001	1 993
Autres comptes	181 752	165 344
TOTAL ACTIF	719 758	619 829

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
CREDITEURS DIVERS	1 726 615	806 757
Sommes dues à l'Etat	536 429	709 532
Créditeurs Divers	12 012	150 539
Dettes Fournisseurs	323 456	422 618
Produits constatés d'avance	49 024	40 227
Comptes de Régularisation	151 937	96 147
TOTAL PASSIF	2 263 044	1 516 289

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
AJARINVEST	GESTION DES OPC	7 000	45%	629 980	629 980
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	10 000	13,0%	2 004	2 004
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHAMBRE DE COMPENSATION DU MAROC	FINANCIER	100 000	7,4%	7 400	7 400
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,8%	70 274	36 374
Titres de l'activité de portefeuille					
Titres de l'activité de portefeuille	FINANCIER			11 917	11 851
TOTAL PARTICIPATIONS				916 144	882 178
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				916 144	882 178

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	240 872	5 470		246 342	146 569	5 744		152 312	94 030
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	228 518	51		228 569	146 569	5 744		152 312	76 257
- Autres immobilisations incoporelles d'exploitation en cours	12 354	5 419		17 773					17 773
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	143 049	1 530	400	144 179	58 620	2 125	400	60 345	83 834
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	28 392	299		28 691	21 017	1 010		22 027	6 664
Terrain d'exploitation									
Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	28 392	299		28 691	21 017	1 010		22 027	6 664
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	42 990	1 231	400	43 821	37 603	1 115	400	38 318	5 504
Mobilier de bureau d'exploitation	6 690	17		6 707	5 519	186		5 705	1 002
Matériel de bureau d'exploitation	1 061	7		1 068	967	26		993	76
Matériel informatique	33 088	1 207		34 296	29 322	817		30 139	4 156
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 151		400	1 751	1 795	86	400	1 481	270
Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS	71 667			71 667					71 667
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	383 921	7 000	400	390 521	205 189	7 869	400	212 657	177 864

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
06/01/2025	Matériel de transport	400 000	400 000		163	163	
TOTAL		400 000	400 000		163	163	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		42 871	160 668		203 539	201 446
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 442 283				2 442 283	6 592 690
- au jour le jour						1 615 994
- à terme	2 442 283				2 442 283	4 976 695
EMPRUNTS DE TRESORERIE		342 320	1 500 000		1 842 320	542 076
- au jour le jour		300 000	1 500 000		1 800 000	500 000
- à terme		42 320			42 320	42 076
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						557
INTERETS COURUS A PAYER	763	38	94		895	1 671
TOTAL	2 443 046	385 229	1 660 762		4 489 037	7 338 439

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	12 455	3 431 935	692 463	82 393	4 219 246	1 276 265
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		844 788		2 000	846 788	1 134 782
AUTRES COMPTES CREDITEURS	67 224	934 551	23 938		1 025 713	109 707
INTERETS COURUS A PAYER		10 294		19	10 312	13 206
TOTAL	79 679	5 221 567	716 401	84 412	6 102 059	2 533 960

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	4,45%	INFINE	600 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2024	30/05/2026	100	3,52%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/11/2024	27/11/2025	100	2,92%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	30/01/2025	30/01/2027	100	2,91%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/02/2025	28/06/2026	100	2,88%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	30/04/2025	30/04/2027	100	2,67%	INFINE	300 000			
TOTAL						2 600 000			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt. Emprunts obligataires. Bons de sociétés de financement. Autres titres de créance.
(2) Amortissement annuel ou infine.

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES		Mode de remboursement (2)	MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal			Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	4,84%	INFINE	100 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	26/06/2025	26/06/2035	100	3,26%	INFINE	550 000		
TOTAL						1 150 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/2025
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	83 299	17 802	19 468	428	81 205
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 584			428	6 156
Titres de placement	32 801	17 677	19 310		31 168
Titres de participation et emplois assimilés	33 966	125	158		33 933
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	9 949				9 949
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	91 435	5 513	4 403		92 545
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	77 935	5 513	4 403		79 045
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	10 000				10 000
Provisions réglementées					
Provisions pour risques sur créances sensibles	3 500				3 500
TOTAL	174 734	23 315	23 871	428	173 750

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	3 873 787	3 105 059
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	102 596	101 488
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	102 596	101 488
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 076 573	716 041
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	404 563	200 194
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	672 010	515 847
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 694 617	2 287 530
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	2 694 617	2 287 530
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 341 438	1 341 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
Garanties de crédits	609 438	609 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Garanties de crédits	232 000	232 000
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital 1 860 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé 0
Valeur nominale des titres 100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	14 349 993	18 599 995	100%	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR Mohamed EL BABSI RI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR AHMED KHALID SEGHROUCHNI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED ALI BENSOU DA	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT		1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1		0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1		0%	0%
MR MOHAMED SULAIMANI	PLACE MOULAY EL HASSA TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1		0%	0%
Total		14 350 000	18 600 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2024	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/2025
Réserves et primes liées au capital	172 517	3 863	-	176 380
Réserve légale	70 517	3 863	-	74 380
Autres réserves	102 000	-	-	102 000
Capital	1 435 000	-	425 000	1 860 000
Capital appelé	1 435 000	-	425 000	1 860 000
Report à nouveau (+/-)	28 303	(1 945)	-	26 358
Résultat net de l'exercice (+/-)	77 256	(77 256)	-	125 260
TOTAL	1 713 076	(75 337)	425 000	2 187 999

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/2025	31/12/2024
Engagements donnés	669 344	3 131 417
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	669 344	3 131 417
Engagements reçus	42 180	1 627 645
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	42 180	1 627 645

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2025	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2024
Opérations de change à terme			161 939	165 670
Devises à recevoir			885 390	979 112
Dirhams à livrer			(772 380)	(779 821)
Devises à livrer			(2 028 805)	(1 819 854)
Dirhams à recevoir			2 077 733	1 786 234
Engagements sur produits dérivés			2 345 799	105 190
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			2 345 799	105 190
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées			
Autres titres	940 000		
Hypothèques	396 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	19 976 495		
Total	21 313 265		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 830 221		
Autres titres	1 287 611		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	5 117 832		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	106 577			365 000	733 333	1 204 910
Créances sur la clientèle	1 300 120	380	228 743	132 289	1 299 678	2 961 210
Titres de créance	40 402	505 944	2 217 492	5 192 407	3 070 182	11 026 427
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	1 447 100	506 324	2 446 235	5 689 696	5 103 194	15 192 548
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 488 162					4 488 162
Dettes envers la clientèle	5 245 065	820 069	26 719			6 091 853
Titres de créance émis			500 000	1 500 000	600 000	2 600 000
Emprunts subordonnés					1 150 000	1 150 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	9 733 227	820 069	526 719	1 500 000	1 750 000	14 330 014

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
14	1 924 707

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	30/06/2025
ACTIF	1 175 462
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	75 349
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	1 100 113
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	43 340
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	42 320
Dépôts de la clientèle	1 020
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	30/06/2025
Engagements donnés	2 098 683
Engagements reçus	945 912

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	2 062 739	1 635 820	1 130 452
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	284 339	374 478	270 140
2- Résultat Avant impôts	164 045	113 445	39 339
3- Impôts sur les résultats	38 785	36 189	6 621
4- Bénéfices distribués	75 337	32 550	
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	30 221	29 939	31 334
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	7	5	4
Bénéfice distribué par action	5	4	
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	63 677	82 530	81 016

MARGE D'INTERET

	30/06/2025	30/06/2024
INTERETS PERCUS	112 888	107 481
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	22 703	16 359
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	42 813	42 538
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	47 372	48 584
INTERETS SERVIS	152 441	170 252
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	35 870	43 181
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	43 452	74 050
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	73 119	53 021

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2025	30/06/2024
Titres de placement		138
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	72 379	34 670
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	72 379	34 808

COMMISSIONS

	30/06/2025	30/06/2024
COMMISSIONS PERCUES	117 452	75 864
Commissions sur Fonctionnement de compte		42
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	64 452	56 135
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	30 750	9 849
Autres commissions sur prestations de services	22 250	9 837
COMMISSIONS SERVIES	4 967	5 283
Charges sur moyens de paiement	311	1 488
Commissions sur achats et ventes	184	137
Commissions sur droits de garde	4 160	3 392
Autres charges sur prestations	312	266

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2025	30/06/2024
PRODUITS	870 295	434 477
Gains sur les titres de transaction	516 997	161 678
Plus value de cession sur titres de placement	41 762	17 632
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	19 309	18 994
Gains sur les produits dérivés	14 514	24 606
Gains sur les opérations de change	277 713	211 566
CHARGES	727 462	327 021
Pertes sur les titres de transaction	377 417	42 212
Moins value de cession sur titres de placement		1 677
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	17 677	9 549
Pertes sur les produits dérivés	55 320	82 159
Pertes sur opérations de change	277 048	191 423
RESULTAT	142 833	107 456

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/2025	30/06/2024
Charges de personnel	63 677	45 746
Rémunérations du personnel	47 428	37 927
Charges sociales	11 710	5 350
Autres charges	4 539	2 469
Impôts et taxes	1 471	1 425
Charges externes	41 155	38 113
Autres charges générales d'exploitation	5 095	6 250
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	7 869	11 017
TOTAL	119 266	102 551

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2025	30/06/2024
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	134 061	99 819
Autres produits bancaires	870 295	434 478
Autres charges bancaires	736 234	334 659
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	49	2 200
Produits d'exploitation non bancaires	160	2 251
Charges d'exploitation non bancaires	111	51
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	5 638	8 352
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 561	25 247
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		(482)
Produits non courants		
Charges non courantes		482

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
DU 01 JANVIER 2025 AU 30 JUIN 2025

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	284 339	165 155	164 045
- Autres activités			
TOTAL	284 339	165 155	164 045

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	284 339	165 155	164 045
- Autres zones			
TOTAL	284 339	165 155	164 045

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INITITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	125 260	
Bénéfice net	125 260	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	50 336	
1- Courantes	11 551	
- Charges sur exercices antérieurs	111	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	5 513	
- Charges non déductible	387	
- Excédent d'amortissements voitures	71	
- Diverses autres charges générale d'exploit	5 470	
2- Non courantes	38 785	
- Impôts sur les sociétés	38 785	
- Contribution à la solidarité		
III - DEDUCTIONS FISCALES		76 782
1- Courantes		76 782
- Produits des titres de participations et placement		72 379
- Reprise de provisions		4 403
2- Non courantes		
TOTAL	175 596	76 782
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	98 814	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)	98 814	
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	30/06/2025
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	(+ ou -) 164 045
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+) 11 551
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-) 76 782
Résultat courant théoriquement imposable	(=) 98 815
Impôt théorique sur résultat courant	(-) 38 785
Résultat courant après impôts	(=) 125 260
II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

NEANT

PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2021 à 2024 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 05/05/2025	
Report à nouveau	28 303
Résultats nets en instance d'affectation	
Résultat net de l'exercice	77 256
Prélèvements sur les bénéfices	
Autres prélèvements	
Réserves facultatives	
TOTAL A	105 559
TOTAL B	105 559

EFFECTIFS

EFFECTIFS	30/06/2025	31/12/2024
Effectifs rémunérés	186	179
Effectifs utilisés	186	179
Effectifs équivalent plein temps	186	179
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	186	179
Cadres (équivalent plein temps)	180	174
Employés (équivalent plein temps)	6	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 30-juin-2025

. Date d'établissement des états de synthèse (2) 23-sept.-2025

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
Favorables	
Défavorables	

NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	30/06/2025	30/06/2025
Titres dont l'établissement est dépositaire	325	135 261 629
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 862 647
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	74	66 620 515
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	248	65 778 467
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

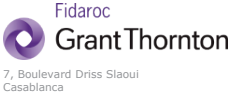
RESEAU	30/06/2025	31/12/2024
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2025	31/12/2024
Comptes courants	546	460
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	-	-
Autres comptes chèques	1 997	1 993
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	-	-
Comptes à terme	7	13
Bons de Caisse	-	-
Autres comptes de dépôts	13	13
TOTAL	2 563	2 479

LISTE DES ETATS "NEANT" :

A3	ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
B7	CREANCES SUBORDONNEES
B8	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
C5	RÉMUNÉRATIONS ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES DIRIGEANTS



COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2025

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 3 345 516 KMAD, dont un bénéfice net de 125 260 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2025, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 26 septembre 2025

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd Driss Slaoui - Casablanca
(tél) 05 22 54 48 00 - Fax 05 22 29 66 70
Rachid BOUMEHRAZ
Associé

Coopers Audit Maroc S.A
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social : 83, Avenue Hassan II
Casablanca
(tél) 05 22 42 11 00 - Fax 05 22 27 47 34
Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>